

Un nouveau pacte de classes ?



Là où le Parti des travailleurs (PT) est au pouvoir se dessine un nouveau pacte social. Tout indique qu'il ne s'agit pas de quelque chose de passager, mais d'un changement structurel du système en vigueur au cours des années 1980 et 1990. Ce processus ne trouve d'équivalent que dans l'alliance formée par Getulio Vargas à partir de 1930.

Par Gilberto Maringoni - *Carta Maior* - mai 2011 -

http://www.cartamaior.com.br/templates/colunaMostrar.cfm?coluna_id=5055

Gilberto Maringoni, journaliste et dessinateur de presse, est docteur en Histoire (Université de São Paulo, USP) et auteur de *Le Venezuela qui s'invente – pouvoir, pétrole et intrigues à l'époque de Chávez* (*A Venezuela que se inventa – poder, petróleo e intriga nos tempos de Chávez*) (Editora Fundação Perseu Abramo).

Traduction : Philippe Roman pour *Autres Brésils*

Quelle est la signification des gouvernements Lula et Dilma dans la sphère de la représentation politique brésilienne ? Avec leur base hétérogène et leurs actions destinées à bénéficier au capital financier et à des segments importants de la petite bourgeoisie, des travailleurs et des secteurs organisés, sans remettre en cause les intérêts des classes dominantes, les collectivités gérées par le PT dessinent un nouveau pacte social. Tout indique qu'il ne s'agit pas de quelque chose de passager, mais d'une mutation structurelle du système en vigueur au cours des années 1980 et 1990. Ce processus ne trouve d'équivalent que dans l'alliance formée par Getulio Vargas à partir de 1930. Avec cette très large base sociale, ce n'est pas pour rien que l'opposition de droite a déperî au cours des dernières années. C'est sans grandes contradictions qu'une part importante de cette dernière se rallie à la base gouvernementale, sans pour autant qu'existe une crise de représentation de la grande bourgeoisie brésilienne établie.

Le fait suivant définit bien la conjoncture actuelle : l'échec virtuel des partis de droite, PSDB, DEM et PPS. Sans parvenir à formuler un projet propre qui les différencie substantiellement des gouvernements Lula et Dilma, ces groupements se déchirent dans des querelles internes, échanges de coup entre bureaucraties partisans, disputes territoriales entre caciques, débandade générale et instabilités insolubles. Les perspectives de succès électoral de ces partis pour 2012 et 2014 s'amenuisent à mesure que le temps passe.

2. Les tentatives récentes de former de nouveau un pôle d'opposition conservatrice ont échoué. Tout d'abord, ce fut une déclaration du Sénateur Aécio Neves (PSDB-MG), promu au rang de ligne de faille, début avril. Des dirigeants de haute volée ont alors convergé vers la

Chambre Haute. Aécio, orateur régulier, a pu compter sur le soutien précieux des médias, qui l'ont mis en avant dans la presse et les journaux télévisés. Il a usé et abusé de refrains tels que "ce n'est plus possible", "le pays ne l'accepte pas" et autres platitudes. Trois ou quatre jours plus tard, personne ne parlait plus du sujet.

3. Quelques semaines plus tard, ce fut au tour de Fernando Henrique Cardoso (FHC) de publier une longue note dans la revue *Interesse Nacional*, intitulée "Le rôle de l'opposition". FHC, comprenant que le problème de ses alliés n'est pas que dans l'imagination des gens, chercha un nouveau terrain sur lequel appuyer ses idées.

4. L'ex-président affirme la chose suivante: *"Tant que le PSDB et ses alliés persisteront à se disputer avec le PT l'influence sur les "mouvements sociaux" ou la "populace", c'est-à-dire sur les masses dans le besoin et peu informées, ils prêcheront dans le désert. Car le gouvernement s'est 'arrangé', il a coopté les principales centrales syndicales et les mouvements organisés de la société civile grâce à des faveurs pécuniaires et autres ressources, et il dispose de mécanismes d'attribution de ces faveurs aux masses pauvres plus efficaces que la parole des membres de l'opposition, sans compter l'influence qu'il exerce dans les médias à travers les dépenses publicitaires."*

5. Plus loin, il ajoute: *"Il existe toute une gamme de classes moyennes, de nouvelles classes possédantes (entrepreneurs d'un nouveau type et plus jeunes), de professionnels des activités contemporaines liées aux TI (technologies de l'information) et au divertissement, aux nouveaux services, auxquelles s'ajoute ce que l'on appelle sans beaucoup de précision la 'classe C' ou nouvelle classe moyenne. La définition de cet autre public à qui les oppositions doivent s'adresser, et de la manière d'y arriver pour élargir son audience, est fondamentale."*

6. Enfin, il termine ainsi : *"L'immense majorité de ces groupes – sans exclure les couches de travailleurs urbains déjà intégrés au marché capitaliste – est absente du jeu politico-partisan, mais elle n'est pas déconnectée des réseaux internet, Facebook, YouTube, Twitter etc. C'est vers eux que les oppositions doivent diriger leurs messages prioritairement, surtout pendant la période entre les élections, quand les partis parlent pour eux-mêmes, au Congrès et dans les gouvernements"*.

7. FHC a détecté un problème pour l'instant insoluble pour les conservateurs, dont il est toujours le principal représentant : la base sociale de l'opposition de droite est en train de s'éroder. Il ne s'agit pas seulement d'attirer la "populace" ou d'une tentative de trouver des appuis dans les secteurs émergents. C'est quelque chose de plus profond et structurel. Les partis de droite perdent le soutien des classes dominantes, autrement dit des secteurs du grand capital.

8. Une vérification pratique de cette affirmation a été faite par le journal *O Estado de São Paulo* du 6 septembre 2010, dans la dernière ligne droite de la campagne présidentielle. On peut y lire ceci : *"Le Tribunal Supérieur Électoral a rendu publiques ce dimanche les recettes et les dépenses de campagne déclarées par les candidats à la présidence. Dilma Rousseff, du PT, est celle qui a récolté la somme la plus élevée: 39,5 millions de R\$. La pétiste a amassé plus que José Serra, du PSDB, et que Marina Silva, du PV, réunis. Le candidat tucano¹ a recueilli 26 millions de R\$ et la candidate verte 12 millions de R\$."*

9. En d'autres termes, les diverses fractions du grand capital ont en grande partie joué

la carte de la campagne pétiste en 2010. Ainsi, du point de vue matériel et objectif, l'option de ces secteurs était claire au terme de huit années de présidence Lula.

10. Cependant, cela ne signifiait pas encore que la représentation politique de ce que l'on entend par grande bourgeoisie en activité au Brésil ait opté indiscutablement pour le Parti des Travailleurs comme outil de représentation politico-institutionnelle. La principale expression d'un tel doute s'est trouvée dans le comportement des médias à la fin du premier et dans tout le second mandat de Lula. Ils ont montré une nette préférence pour le candidat du PSDB José Serra.

11. Pendant huit années, le PT s'est appliqué habilement à gagner la confiance de l'élite de l'entrepreneuriat opérant au Brésil. Bien que les changements programmatiques allant dans cette direction soient déjà perceptibles depuis la décennie précédente, la consolidation de ces orientations s'est faite à travers l'action concrète de l'administration publique.

12. En débutant son premier mandat avec un ajustement fiscal difficile et avec la réforme de la Sécurité Sociale, le Président Lula a dévoilé dans la pratique le programme de gouvernement qu'il désirait mener à bien. Cependant, contrairement à ce que beaucoup ont fait entendre à cette occasion, le gouvernement pétiste ne s'est pas réduit à une simple continuation de son prédécesseur, Fernando Henrique Cardoso.

13. Le mandat Cardoso a représenté au Brésil l'application par la sueur et les larmes des directives de l'État Minimal, avec une politique de privatisations agressive, de libéralisation des mouvements de capitaux et de désinvestissement dans les activités régaliennes de l'État, comme les services publics, les forces armées et la diplomatie. En conséquence, au cours de ces années le salaire minimum a atteint un de ses niveaux historiques les plus bas, à 70 dollars mensuels.

14. A partir de 1999, après la chute du *real*, on a assisté à une quasi-institutionnalisation de la politique monétaire d'orientation ultralibérale, avec la sacralisation de la Banque Centrale indépendante ainsi que du triptyque 'objectifs d'inflation, taux d'intérêt élevés et changes flottants'. Rien de tout cela n'a été modifié sous la présidence de l'ex-métallurgiste.

15. Quel est le retournement opéré par Lula ? En premier figure celui d'avoir gagné la confiance des 'marchés', à travers le maintien de l'orthodoxie monétaire, spécialement au cours de son premier mandat (2003-2007). Ensuite ce fut de montrer au grand capital que le développement du pays était centré sur au moins deux bases : l'expansion du marché interne et la recherche de nouveaux marchés dans les pays en développement. Sur ces deux fronts, le dirigeant pétiste a connu un ample succès.

16. La diplomatie brésilienne a réussi à attirer de nouveaux partenaires, après des années de déficits de notre balance commerciale ou de résultats médiocres (déficit de 697 millions de US\$ en 2000, atteignant un sommet de 46 milliards de US\$ en 2006), la conséquence d'années de surévaluation du *real* (www.portalbrasil.net/economia_balancacomercial.htm)

17. Sur le front intérieur, la stabilité monétaire, après les turbulences de 1999-2002, a rendu possible une croissance accélérée du crédit autant aux entreprises qu'aux personnes physiques. Cette dernière modalité a provoqué une expansion inédite de l'industrie des biens de consommation durables, en particulier l'automobile. Les chiffres fournis par la Banque

Centrale sont éloquentes : d'un peu moins de 20% en juillet 2004, le total des crédits offerts dans l'économie a atteint 45,7% du PIB en juin 2010. Les prêts de la BNDES², avec des taux subventionnés (TJLP) de 6% par an, sont passés de 35,1 milliards de R\$ en 2003 à 140 milliards de R\$ en 2010.

18. En complément de politiques de valorisation du salaire minimum – qui a connu une hausse de 70% en termes réels au cours des deux présidences lulistes –, de l'expansion de la sécurité sociale et de politiques ciblées de transferts de revenus, le marché interne a crû de façon spectaculaire tandis que s'améliorait la distribution des revenus entre salariés. Malgré cela, la distribution fonctionnelle des revenus – entre le capital et le travail – s'est maintenue presque inchangée. La participation des salariés dans le revenu national, qui a connu un pic de 50% à la fin de la décennie 1950, a atteint 35,2% en 1995 puis a baissé continûment jusqu'au niveau plancher de 30,8% en 2004, avant une lente récupération, atteignant 34% en 2010, selon les données de l'IPEA³.

19. Néanmoins, la grande politique de transferts de revenus a continué à être dominée par des taux d'intérêt élevés, qui n'ont jamais baissé d'un niveau réel de 6% par an (c'est-à-dire en tenant compte de l'inflation). En 2011, l'élévation du taux *selic*⁴ à 12% entraînera un transfert de près de 235 milliards de R\$ des caisses de l'État vers les détenteurs de titres de la dette, ce qui équivaut à un peu plus de 40% du budget public fédéral. **En quelques mots, s'il est vrai que sous la présidence Lula les pauvres ont gagné, il est certain que les riches ont gagné bien plus.**

20. Cette combinaison – taux d'intérêt élevés, expansion du crédit, salaire minimum et politiques focalisées – a littéralement "fait exploser" la croissance économique brésilienne, sans altérer profondément la structure des classes dans le pays. **Lula a concrétisé une espèce de "capitalisme populaire" qui a permis une respiration des comptes publics susceptible d'appuyer ensuite des politiques anticycliques efficaces durant la crise internationale de 2008-9.**

21. Avec des mesures à teneur keynésienne – investissements lourds en infrastructures, élévation du pouvoir d'achat de ceux qui ont une propension à dépenser élevée – ajoutées au maintien de taux d'intérêt élevés et de subventions au secteur privé, l'État brésilien a réussi à empêcher que l'offre de crédit sur le marché interne soit interrompue durant la période la plus aiguë de la crise. Non seulement aucun secteur du capital n'a été pénalisé, mais ce dernier a reçu des subventions importantes pour ne pas être emporté par la marée montante des incertitudes. Il n'y pas eu non plus de pénalisation des travailleurs. Les niveaux réels des salaires et de l'emploi se sont maintenus, avec peu d'oscillations.

22. On voit bien ce qui est sous-jacent à ces orientations : toutes les initiatives de Lula ne l'ont jamais placé en porte-à-faux par rapport aux forces du marché. Au contraire.

23. La présidence Dilma s'est montrée plus réaliste que la présidence Lula dans son adhésion aux marchés tels qu'ils sont. Il s'agit d'un pas en avant, qui consolide des orientations antérieures et qui, comme tout semble l'indiquer, reconfigure les relations entre classes sociales au Brésil. Il s'agit de quelque chose de structurel, et d'inédit depuis la première présidence Vargas (1930-45).

24. Getúlio Vargas a réussi à entreprendre un grand accord, modifiant les relations de production et les relations sociales, modernisant le parc productif, utilisant la politique fiscale

pour faire des investissements en infrastructures qui appuyaient l'industrialisation et accordant des lois travaillistes à la croissante classe ouvrière urbaine. Il est parvenu à faire cela sans toucher à la propriété de la terre et s'assurant l'appui de deux partis apparemment antagonistes, le PSD (représentant les grands exploitants et industriels) et le PTB (donnant voix aux attentes des travailleurs). L'élément fondamental pour la concrétisation de ce pacte, qui allait durer jusqu'à 1964, fut la dure répression contre la gauche communiste. Ainsi, le pacte gétuliste a suivi deux voies, la politique et l'économique, se matérialisant dans de nouvelles relations entre classes sociales.

25. Il est bien possible que nous soyons en train d'assister à un nouveau pacte de ce type dans notre pays. Le gouvernement n'est pas seulement pétiste (ensemble qui représente les masses salariées dans leur essence), mais aussi du PMDB (amalgame partisan de diverses factions du capital). Les bases ont été cimentées par Lula, particulièrement pendant la crise des années passées, et voient leur aboutissement sous la présidence de Dilma Rousseff. Ses bases – nous le répétons – sont des taux d'intérêt élevés rémunérant le capital (en plus de subventions de diverses natures), des augmentations du salaire minimum et des politiques sociales focalisées pour les travailleurs.

26. Une différence saute aux yeux. Alors que Getulio a intégré les travailleurs au modèle développementiste à travers la concession de droits du travail, Lula réalise ce même mouvement à travers des hausses salariales, une expansion du crédit et des initiatives focalisées, qui augmentent le pouvoir d'achat des pauvres. Bref, l'intégration actuelle se fait via le marché.

27. Dans le cas de Dilma, la consolidation de l'accord passe aussi par la politique. Le trait le plus significatif de cette question a peut-être été la visite de la présidente à la commémoration des 90 ans de la *Folha de S. Paulo*, dans son premier mois de mandat. A cette occasion, elle s'est empressée de chanter les louanges du concept libéral de liberté de la presse – c'est-à-dire, de la liberté d'entreprise – éludant toute velléité de contrôle social des médias, comme il en avait été débattu de façon insistante pendant la Conférence Nationale de Communication (Confecom), en décembre 2009.

28. Les signaux les plus significatifs des tendances de la nouvelle présidence ont été : l'annonce de coupes budgétaires d'un montant de 50 milliards de R\$ afin d'atteindre l'objectif inédit de 3,3% du PIB d'excédent primaire ; les élévations successives des taux d'intérêt de base par la Banque Centrale ; le retournement de la politique extérieure en faveur d'un plus grand alignement avec les États-Unis ; les liens étroits du Ministère de la Culture avec des entités privées ; l'annonce de la privatisation des aéroports les plus rentables du pays, entre autres initiatives. Il mérite d'être relevé que Jorge Gerdau Johanpeter, un des plus grands entrepreneurs brésiliens et bénéficiaire des privatisations des années 1990, a été intégré au gouvernement avec des fonctions au palais présidentiel.

29. Bien qu'il n'y ait pas de changement radical par rapport au second mandat Lula, les premiers mois de la présidence Dilma accentuent les caractéristiques pro-marché qui sont restées au second plan de 2007 à 2010, particulièrement pendant la période de crise. En même temps, on entrevoit des aspects qui pourraient sédimenter une politique plus progressiste et démocratique. Quelques cas sont significatifs.

30. La politique extérieure de Lula, par exemple, a permis des avancées démocratiques indéniables en ne se subordonnant pas à la Maison Blanche. Les épisodes mémorables furent

les réactions de l'Itamaraty⁵ pendant le coup d'État au Honduras, les négociations avec l'Iran à propos de son programme nucléaire, et la reconnaissance de la nécessité d'un État palestinien. Dans le cadre d'une amplification des partenariats commerciaux, le Brésil a renforcé le Mercosul, a investi fortement dans la création de l'Unasul, une organisation continentale sans la présence des États-Unis, et n'a pas suivi la droite brésilienne dans les contentieux avec la Bolivie et le Paraguay à propos de questions énergétiques. La diplomatie menée par Celso Amorim a ainsi gagné l'antipathie frontale des grands médias.

31. Une autre altération notable prend place dans la question de la régulation des médias. Au crépuscule de l'administration antérieure, le ministre de la Secom (Secrétariat de la Communication de la Présidence de la République), Franklin Martins, a ébauché un projet pour le secteur. Jusqu'à présent on ne sait pas quel destin aura la proposition.

32. D'ailleurs, en matière de communication, malgré les critiques émises par le président Lula pendant son second mandat, rares ont été les avancées. Les orientations de la Confecom I ne sont pas encore entrées dans le débat institutionnel. A cet égard, il vaut la peine de lire le texte "Política de Comunicações: o balanço dos governos Lula" (Politique de Communications : le bilan des présidences Lula"), de Venício Lima, ex-professeur d'université et spécialiste du sujet. Dans une longue évaluation, Lima affirme : « *Le Brésil n'a connu aucune altération fondamentale de son modèle de concentration de la propriété des médias entre 2003 et 2010* ».

33. Il convient désormais de se demander : quel est le projet du gouvernement ? Il ne fait pas de doute que ce n'est plus un projet démocratique et populaire, dénomination qui est tombée en déshérence au cours des dernières années, bien qu'elle ait marqué le développement du PT pendant plus d'une décennie.

34. Le programme du second mandat fut inspiré par le projet "Espérance et changement", du PMDB, lancé en 1982 et qui a bénéficié de la collaboration des 'développementistes' de l'époque, comme Carlos Lessa, Luciano Coutinho, Maria da Conceição Tavares, José Serra, Luis Carlos Mendonça de Barros, entre autres. Héritier des thèses de la Commission Économique pour l'Amérique Latine (Cepal), ce texte avait un biais fortement nationaliste et étatisant, attribuant, par exemple, toutes les richesses du sous-sol à la sphère étatique, adoptant des thèmes comme la priorité des entreprises nationales, la réforme agraire, le combat contre la financiarisation de l'économie, entre autres sujets. C'était un programme avancé, qui a orienté le parti dans l'élaboration de la Constitution de 1988 et qui partait du présupposé de l'existence d'une bourgeoisie nationale, thèse polémique en science politique.

35. Le projet entrepris par le PT au gouvernement est beaucoup moins ambitieux, et il a connu des nuances au cours du temps. Mais pendant le second mandat de Lula, on a pu reconnaître plusieurs orientations issues du vieux PMDB, beaucoup plus que des formules émanant des rencontres et congrès pétistes.

36. Toutefois, l'élargissement pragmatique du pétisme a transformé en de vagues souvenirs aussi bien son propre programme que celui servi par le PMDB depuis trois décennies. **L'idéologie au pouvoir est suffisamment élastique pour accueillir tout le monde. Une telle matrice est élaborée non pas pour réaliser des changements, mais pour laisser l'essence de la structure sociale et politique du pays plus ou moins inchangée.**

37. Quelques secteurs proches du gouvernement soutiennent que l'opposition se dissout faute

d'avoir compris les mutations qui se sont produites dans le pays avec les gouvernements Lula et Dilma. Il reste à démontrer la validité de cette thèse. Mais ce qui est sûr, c'est que de tels secteurs sont en train de migrer vers la base du gouvernement justement parce qu'ils ont compris la signification des présidences Lula et Dilma. Autrement dit, ils comprennent que l'adhésion est possible par la grande convergence des points de vue. Ce qui semble se dissoudre, se sont les frontières politiques entre le gouvernement et l'opposition conservatrice, ce qui rend possible l'entrée accélérée de la vieille droite dans la base officielle.

38. L'essoufflement de l'opposition se fait presque sur le mode de la farce. De nombreux dirigeants abandonnent leurs rangs pour chercher un abri à la base du gouvernement. C'est le cas, de façon exemplaire, du maire de São Paulo, Gilberto Kassab, et de la leader ruraliste Katia Abreu.

39. Qui a changé ? Est-ce eux ou le gouvernement ? Selon ce que tout semble indiquer, Kassab continue de mener à São Paulo la même politique élitiste, tournée vers les secteurs les plus riches de la ville, et Katia Abreu n'a pas cédé un pouce sur sa défense du *latifúndio*⁷ et sur son antipathie envers le MST⁸. Kassab et Abreu cherchent refuge au milieu de ceux qui peuvent aussi représenter leurs intérêts.

40. D'une certaine manière, le refrain entonné par Gilberto Kassab au sein de son PSD semble avoir contaminé l'idéologie politique nationale : il n'est ni de gauche, ni de droite, ni du centre. C'est-à-dire que la porte est ouverte à tous ceux qui prétendent nier péremptoirement qu'il existe des camps dans les disputes politiques de la société. Ce n'est pas un hasard s'ils sont presque toujours de droite.

41. Le nouveau pacte de classes inventé à Brasília et qui réunit des secteurs apparemment antagonistes, peut connaître une longue vie. Il convient d'essayer de cerner ses limites et ses possibilités. Autrement dit, quel type de changements une telle coalition peut-elle réaliser dans notre pays ?

Notes :

¹ On appelle *tucanos* les membres du parti brésilien PSDB (Parti de la Social-Démocratie Brésilienne), en référence au symbole du parti, un toucan (*tucano*). (NdT)

²*Banco Nacional do Desenvolvimento*, Banque Nationale de Développement (NdT).

³*Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada*, Institut de Recherche Économique Appliquée (NdT).

⁴Taux d'intérêt de référence de la politique monétaire brésilienne. (NdT)

⁵Désigne le Ministère des affaires étrangères brésilien, du nom du palais éponyme dans lequel se trouve le ministère à Brasília (NdT).

⁶Parti Communiste du Brésil (NdT).

⁷Nom donné au Brésil à la grande propriété terrienne (NdT).

[8](#) *Movimento dos Trabalhadores Sem Terra*, Mouvement des Travailleurs Sans Terre (NdT).